



TRANSITIONS  
DEMOGRAPHIQUES  
TRANSITIONS  
ECONOMIQUES

# Partage de la valeur : des disparités croissantes entre les catégories socio-économiques en France

**Chaire TDTE**  
**Février 2025**

**Taissire Abderrahim**

Chargé de recherche

## Résumé

L'objet de cette note est de comprendre les disparités de revenus et de niveau de vie existant entre les différentes catégories socio-économiques en France entre 1980 et 2022. Dans ce cadre, nous nous sommes posés cinq principales interrogations : Qui tire les inégalités de revenu vers le haut ? Quelle classe de la population est la plus affectée par ces inégalités ? Existe-t-il un rattrapage entre certaines classes ou intra-classe ? Par quels canaux le taux d'épargne influence-t-il les disparités socio-économiques de manière à accentuer les inégalités ? Et comment la répartition du taux d'épargne, influencée par le vieillissement, contribue-t-elle au ralentissement de la croissance ? Afin de répondre à ces questions, une étude rigoureuse a été menée sur la base des analyses dynamiques de divers indicateurs économiques. En nous appuyant sur des données provenant d'organismes statistiques officiels tels que l'OCDE, l'Insee et la base de données internationale de la World Inequality Database de Thomas Piketty, nos résultats montrent que les inégalités sont exacerbées par des percentiles encore plus extrêmes; en l'occurrence les top 0,002% et 0,01%. Nous observons également une amélioration des niveaux de vie des différentes classes moyennes, ainsi qu'une certaine stabilité des disparités relatives au sein de celles-ci. En revanche, la classe inférieure au premier décile semble être la plus affectée, ayant subi les conséquences les plus sévères des inégalités de revenu. De plus, en 2022, les chiffres avancés par l'Insee montrent que les inégalités structurelles, généralement liées au niveau de vie, au diplôme et à l'âge, impactent la capacité d'épargne des ménages, tant en ce qui concerne la constitution d'une réserve financière que la reproduction des inégalités socio-économiques. Finalement, nous constatons que le vieillissement démographique modifie le cycle de l'épargne, orientant une part croissante des ressources vers des actifs peu productifs, limitant ainsi les investissements favorables à l'innovation et à l'emploi, et freinant le dynamisme économique.

**Partage de la valeur: des disparités croissantes entre les catégories socio-économiques en France**

---

**Table des matières:**

|   |    |
|---|----|
| <b>1. Introduction</b>  | 4  |
| <b>2. Inégalités Croissantes : Montée des revenus des 10% et 1%, et amplification par les percentiles 0,002% et 0,01%</b> | 5  |
| <b>3. Les classes moyennes ont vu leur niveaux de vie augmenter</b>   | 8  |
| <b>4. Une croissance des revenus limitée</b>  | 10 |
| <b>5. Inégalités en Hausse : un fossé qui s'aggrandit entre Classes Riches, Moyennes et Défavorisées</b>                  | 11 |
| <b>6. Épargne, inégalité et vieillissement: quel impact sur la croissance ?</b>   | 11 |
| 6.1 Considérations théoriques   | 11 |
| 6.2 Examen des données essentielles   | 12 |
| 6.3 Niveau de vie, épargne et inégalités: quelle chaîne causale ralentit la croissance ?                                  | 13 |
| 6.4 Âge, vieillissement et taux d'épargne : quelle chaîne causale ralentit la croissance ?                                | 13 |
| <b>7. Conclusion</b>  | 14 |
| <b>8. Bibliographie</b>   | 15 |

## 1. Introduction

Bien que le partage de la valeur ajoutée entre salaire et profit soit stable au cours du temps en France, des formes d'inégalités de revenu y semblent persister entre les différentes catégories socio-économiques. Depuis 1980, les revenus des classes les plus aisées n'ont cessé d'augmenter, tandis que le niveau de vie des classes les plus démunies a emprunté une direction opposée, aggravant ainsi les inégalités entre les classes. Ce déséquilibre croissant avance plusieurs interrogations. Si les très hauts salaires agissent comme des épargnants et s'approprient une part croissante des revenus, cela signifie que les autres catégories en obtiennent une part décroissante, ce qui entraîne une augmentation des inégalités et un appauvrissement relatif de certaines classes de la population.

Cette note a pour objet de répondre à quatre principales questions qui préoccupent le débat public. Il s'agit principalement de savoir: qui tire les inégalités de revenu vers le haut ? quelle classe de la population subit davantage les inégalités ? existe-t-il un rattrapage entre certaines classes ou intra-classe ? et par quels canaux le taux d'épargne influence-t-il les disparités socio-économiques de manière à accentuer les inégalités ? Et comment la répartition du taux d'épargne, influencée par le vieillissement, contribue-t-elle au ralentissement de la croissance ? Afin de répondre à ces quatre questions, une approche mixte sera adoptée, combinant l'analyse de la dynamique des variables avec celle de leurs écarts relatifs, et ce, pour les différentes classes sociales tout en s'appuyant sur des données provenant d'organismes statistiques officiels tels que l'OCDE, l'Insee et la base de données World Inequality.

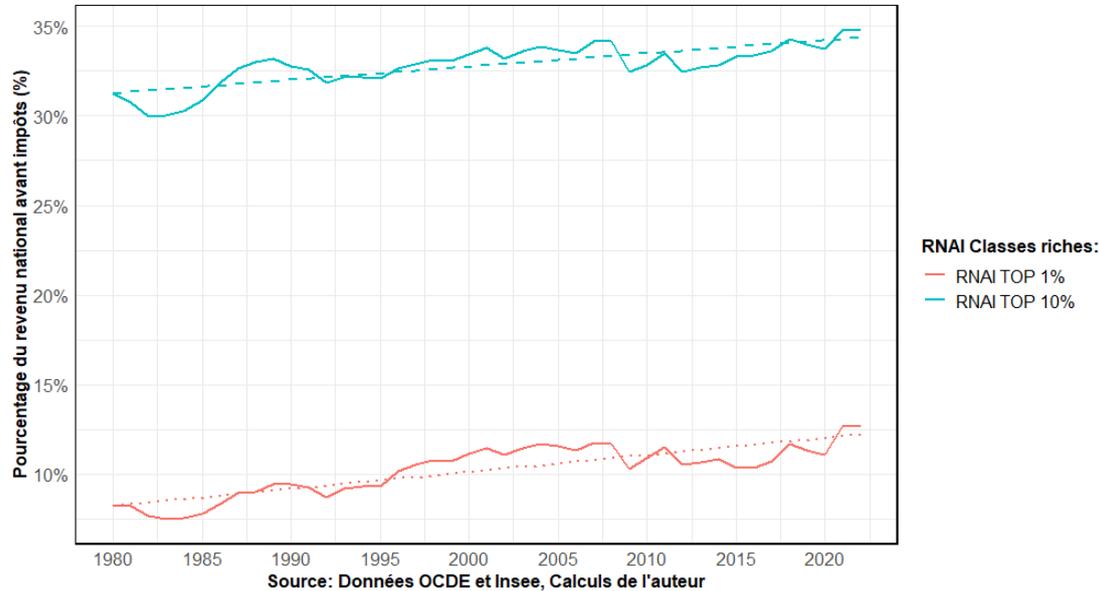
Dans un premier temps, nous viserons principalement à analyser la dynamique des revenus de la classe aisée en nous appuyant sur divers indicateurs économiques. Nous examinerons principalement le revenu national avant impôts, le revenu moyen fondé sur la masse salariale, ainsi que les seuils de revenu national avant impôts pour les groupes à revenu élevé en France, sur la période de 1980 à 2022. Dans un second temps, afin d'évaluer un éventuel rattrapage entre les classes moyennes et riches, nous réaliserons une analyse des dynamiques de leurs niveaux de vie moyens entre 1996 et 2022<sup>1</sup>. Dans un troisième temps, nous nous intéresserons à la dynamique des niveaux de vie moyens des classes défavorisées, ainsi qu'aux écarts relatifs entre la classe riche et les autres classes sociales, afin de tirer des conclusions sur la classe ayant le plus souffert des inégalités croissantes. Enfin, nous analyserons certains chiffres avancés par l'Insee en 2022 dans le but de comprendre par quels canaux le taux d'épargne affecte les disparités socio-économiques de manière à creuser davantage les inégalités.

---

<sup>1</sup>Faute de données, nous avons limité notre analyse à la période de 1996 à 2022 dans la suite de cette note.

## 2. Inégalités Croissantes : Montée des revenus des 10% et 1%, et amplification par les percentiles 0,002% et 0,01%

Graphique 1: Évolution Historique du revenu national avant impôts des plus riches en France (en %), (1980-2022)

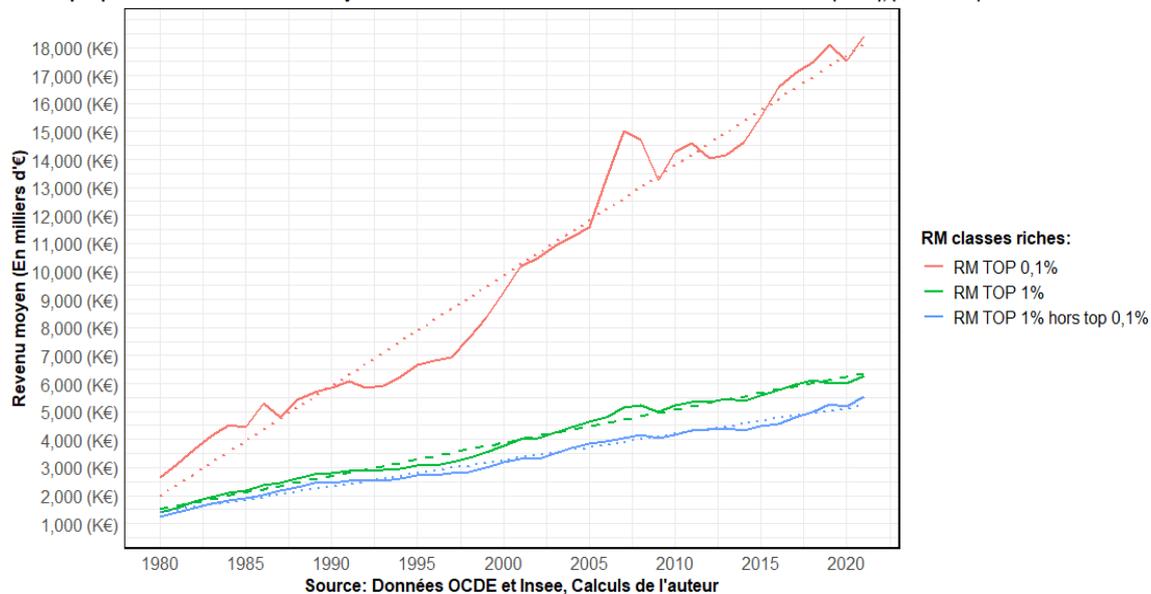


La visualisation ci-dessus révèle l'évolution historique du revenu national avant impôts des 10% et 1% des plus riches en France entre 1980 et 2022. Premièrement, nous remarquons pour les 10% une tendance haussière affichant une évolution allant de 31,27% en 1980 à 34,79% en 2022, marquant *une augmentation d'environ 11,25%*<sup>2</sup>. En réalité, bien qu'elle dissimule des fluctuations importantes, cette évolution indique une concentration accrue des revenus parmi les plus riches, tendant à creuser l'écart entre ces derniers et les autres couches de la population, et par conséquent, à augmenter les inégalités. Deuxièmement, en suivant le même sentier d'évolution que pour les 10%, nous percevons pour les 1% une tendance haussière avec des perturbations. Globalement, leur revenu a connu une hausse notable, passant de 8,32% en 1980 à 12,69% en 2022, soit *une hausse d'environ 52,52%*. Ce constat confirme la tendance générale d'une concentration des revenus au sein des couches les plus riches de la population française.

<sup>2</sup>L'augmentation en pourcentage du revenu national avant impôts des 10% les plus riches entre 1980 et 2022 est calculée en utilisant la formule suivante :  $\left(\frac{34,79\% - 31,27\%}{31,27\%}\right) \times 100 = 11,25\%$ .

## Partage de la valeur: des disparités croissantes entre les catégories socio-économiques en France

Graphique 2: Evolution du Revenu Moyen basé sur la Masse Salariale des classes riches en France (en %), (1980-2022)



La deuxième illustration<sup>3</sup> présente l'évolution conjointe des revenus moyens des trois catégories suivantes en France entre 1980 et 2022 : les 0,1%, les 1% hors 0,1%, et les 1% les plus riches. Durant cette période, nous observons une évolution constante des revenus moyens pour ces catégories, bien que leurs rythmes d'évolution varient. Pour les 0,1%, il est clair qu'elle affiche un phénomène de concentration croissante à l'intérieur même des groupes les plus aisés. En effet, une progression vertigineuse allant de 2,65 millions d'€ en moyenne en 1980 à plus de 18,41 millions en moyenne en 2022, *soit une augmentation de 590%*(voir le tableau ci-dessous). Cette montée en flèche, qui s'est intensifiée après 2000, est principalement responsable de l'amplification des inégalités, et c'est particulièrement cette catégorie des plus aisés qui tire davantage les inégalités vers le haut, tant au sein de l'ensemble de la distribution que parmi les très hauts revenus eux-mêmes. Pour les revenus moyens des 1% les plus riches hors 0,1%, nous constatons un bond plus contenue par rapport aux 0,1%, s'élevant à 1,24 millions d'€ en moyenne avant d'atteindre les 5,51 millions en moyenne en 2022, *soit une augmentation de 340%*. Enfin, la troisième évolution nous invite à remarquer que les 1% ont connu une croissance continue semblable à celle observée pour les 1% hors 0,1% mais qui se distingue de celle des 0,1% grimpaient de 1,38 millions d'€ en moyenne en 1980 à plus de 6,26 millions d'€ en moyenne en 2022, ce qui représente *une augmentation de 350%*. Bien que les deux catégories des riches - les 1% et les 1% hors 0,1% - aient enregistré une augmentation significative contribuant ainsi au creusement des inégalités, il est essentiel de noter que leur progression reste moins marquée par rapport à celle observée chez les 0,1% ce qui confirme la stratification des inégalités même à l'intérieur du 1% le plus aisé. Cependant, en dépit de leurs différences, ces trois évolutions justifient bel et bien l'éloignement des catégories les plus aisées aux autres catégories de la population, agrandissant ainsi les gaps de revenus en France.

Tableau 1: Évolution des hauts revenus et de leurs écarts relatifs entre 1980 et 2021

|             | 0,1% (1)      | 1% hors 0,1% (2) | 1% (3)       | (1) VS (2) | (1) VS (3) | (2) VS (3) |
|-------------|---------------|------------------|--------------|------------|------------|------------|
| <b>1980</b> | 2654,20 (K€)  | 1247,70 (K€)     | 1388,35 (K€) | 2,1        | 1,9        | 0,9        |
| <b>2022</b> | 18410,32 (K€) | 5514,20 (K€)     | 6267,51 (K€) | 3,3        | 2,9        | 0,8        |
| <b>FC*</b>  | 6,9           | 4,4              | 4,5          | 1,6        | 1,5        | 0,98       |
| <b>PA**</b> | 590%          | 340%             | 350%         | 59%        | 53%        | -2,2%      |

Source: Données World Inequality Database et Insee, Calculs de l'auteur

Notes: (\*) et (\*\*) indiquent respectivement le facteur de croissance et le pourcentage d'augmentation. Avec comme exemple, FC =  $18\ 410\ 115 / 2\ 654\ 197,741 = 6,9$  et PA =  $(6,1 - 1) * 100 = 590\ %$

<sup>3</sup>Revenu moyen du top X =  $\frac{\text{masse salariale captée par le top considéré}}{\text{nombre dans la population active du top considéré}}$ , avec Masse Salariale du top X en année T = (le pourcentage que le top gagne dans la masse salariale) × (masse salariale totale)

## Partage de la valeur: des disparités croissantes entre les catégories socio-économiques en France

L'évolution des écarts de revenus confirme la polarisation croissante au sein des plus riches, considérés comme facteur déterminant des inégalités en France. On observe ainsi que l'écart de revenu entre le top 0,1% et le top 1% hors top 0,1% s'est creusé pour passer de 2,1 à 3,3 entre 1980 et 2022, soit une augmentation de 59%<sup>4</sup> ce qui souligne l'hyper-concentration des revenus au sommet de la pyramide. Quant à l'écart produit avec le top 1%, il est passé de 1,9 à 2,9, soit une augmentation de 53% justifiant ainsi la part croissante des revenus au sein même des 1% les plus riches. Cependant, une certaine stabilité relative s'observe dans l'écart entre le top 1% hors top 0,1% et le top 1% transitionnant de 0,9 à 0,88 et qui s'explique par une évolution assez similaire des deux segments, une évolution qui n'a pas été grandement affectée par les effets du top 0,1%.

Graphique3: Évolution des Seuils de Revenu national avant impôts pour les Groupes de Haut Revenu en France (En milliers d'euros) (1980-2022)

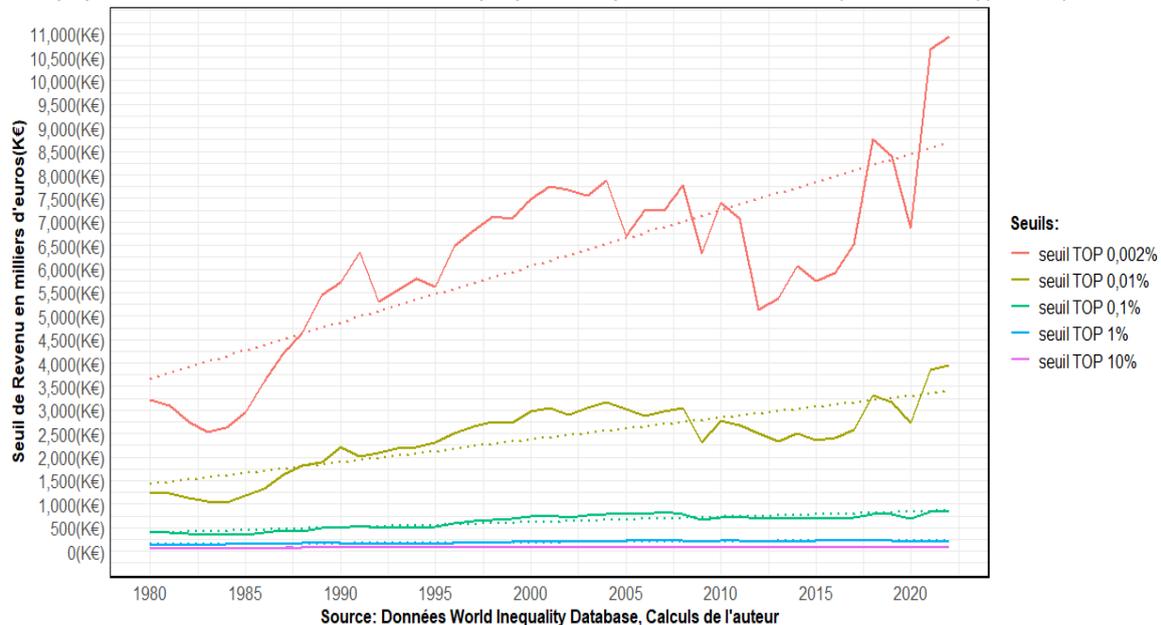


Tableau 3 : Évolution des hauts seuils de revenus en France entre 1980 et 2022

|             | 0,002%         | 0,01%         | 0,1%        | 1%          | 10%        |
|-------------|----------------|---------------|-------------|-------------|------------|
| <b>1980</b> | 3 207,39 (K€)  | 1 256,87 (K€) | 396,35 (K€) | 138,61 (K€) | 60,33 (K€) |
| <b>2022</b> | 10 937,48 (K€) | 3 961,86 (K€) | 846,13 (K€) | 210,57 (K€) | 77,83 (K€) |
| <b>FC*</b>  | 3,41           | 3,15          | 2,13        | 1,50        | 1,29       |
| <b>PA**</b> | 241%           | 215%          | 113%        | 50%         | 29%        |

Source : Données World Inequality Database et Insee, calculs de l'auteur

Notes: (\*) et (\*\*) indiquent respectivement le facteur de croissance et le pourcentage d'augmentation.

La figure ainsi que le tableau ci-contre démontre l'évolution des seuils de revenu national avant impôts pour les différents groupes de hauts revenus en France 1980 et 2022. On remarque une polarisation accrue des revenus au sommet tirée davantage par le top 0,01% et le top 0,002% comparativement aux autres groupes. En particulier, entre 1980 et 2022, le seuil du top 10% a connu une évolution constante, mais moins prononcée que celle des deux seuils du sommet, passant de 60,33 milliers d'€ en 1980 à environ 77,83 milliers d'€ en 2022, soit une augmentation de 29%, tandis que celui du top 1% il est passé de 138,61 milliers d'€ à plus de 210,57 milliers d'€ en 2022, soit une augmentation de 50%. En parallèle, le top 0,1% a connu une hausse spectaculaire, même si elle est de moindre ampleur que celle des deux seuils du sommet, passant de 396,35 milliers d'€ en 1980 à environ 846,13 milliers d'€ en 2022, soit une augmentation de 113%. Évidemment, on remarque qu'à la fois le seuil du top 0,01% et celui du top 0,002% dégagent des progressions exponentielles, passant, respectivement, de 1256,87 milliers d'€ en 1980 à près de 3961,86 milliers d'€ en 2022, soit une augmentation de 215% et de 3207,39 milliers d'€ en 1980 à plus de 10937,48 milliers d'€ en 2022, soit une augmentation de 241%. Ce dernier constat indique que ces deux élites ultra-riches ont

<sup>4</sup>Méthode de calcul : 1980 : 2 654 197,741 / 1 247 699,793 = 2,1 ; 2022 : 18 410 315 / 5 514 200,627 = 3,3 ; Facteur de croissance = 3,3 / 2,1 = 1,6 ; Pourcentage d'augmentation = (1,6 - 1) \* 100 = 59% (le même calcul s'applique pour les autres groupes).

## Partage de la valeur: des disparités croissantes entre les catégories socio-économiques en France

accaparé des parts excessives des revenus, exacerbant ainsi les dynamiques des inégalités.

Les visualisations illustrées jusqu'à présent révèlent une conclusion majeure. Alors que l'évolution historique des revenus moyens parmi les différentes catégories de hauts revenus montre que les inégalités sont principalement intensifiées par le top 0,1%, l'évolution des seuils de revenu national avant impôts pour des percentiles encore plus extrêmes indique qu'elles sont exacerbées par le top 0,002% et le top 0,01%. Ce contraste s'explique principalement par le fait que les percentiles les plus élevés montrent une concentration des revenus encore plus marquée tirant ainsi davantage les inégalités vers le haut.

### 3. Les classes moyennes ont vu leur niveau de vie augmenter

Graphique 4: Dynamique des niveaux de vie moyens des classes moyennes en France (1996-2022)

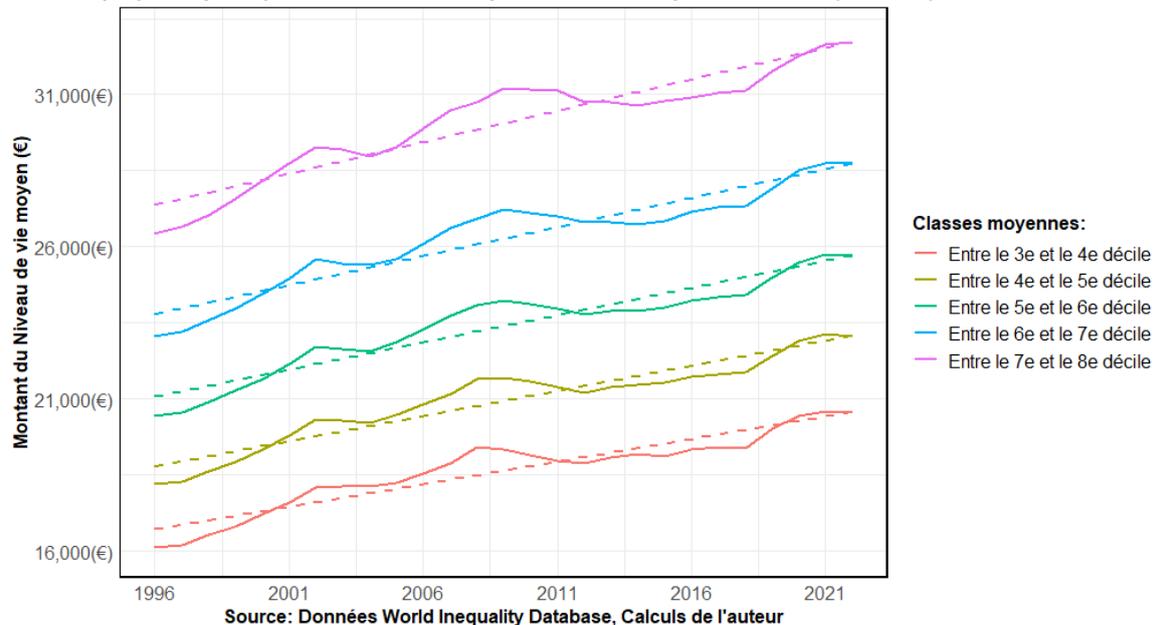


Tableau 4: Évolution des niveaux de vie des classes moyennes en France (1996-2022)

|             | Entre 3 et 4 (1)' | Entre 4 et 5(2)'' | Entre 5 et 6 (3)''' | Entre 6 et 7 (4)'''' | Entre 7 et 8 (5)''''' |
|-------------|-------------------|-------------------|---------------------|----------------------|-----------------------|
| <b>1996</b> | 16130 €           | 18200 €           | 20430 €             | 23060 €              | 26440 €               |
| <b>2022</b> | 20560 €           | 23040 €           | 25720 €             | 28770 €              | 32730 €               |
| <b>FC*</b>  | 1.272             | 1.266             | 1.260               | 1.249                | 1.237                 |
| <b>PA**</b> | 27.5%             | 26.5%             | 26.0%               | 24.8%                | 23.8%                 |

Source: Données World Inequality Database et Insee, Calculs de l'auteur

Notes: ('), (''), (''), (''), et ('') indiquent respectivement la classe entre 3ème et 4ème décile, classe entre 4ème et 5ème décile, classe entre 5ème et 6ème décile, classe entre 6ème et 7ème décile et classe entre 7ème et 8ème décile. (\*) et (\*\*) indiquent respectivement le facteur de croissance et le pourcentage d'augmentation.

L'évolution des niveaux de vie moyens des classes moyennes en France entre 1996 et 2022 révèle une trajectoire ascendante avec quelques fluctuations autour de la tendance mettant en lumière la capacité de ces groupes de population à s'ajuster aux évolutions économiques au fil des années. Ainsi, nous remarquons par exemple pour le cas de la classe se trouvant entre 3e et 4e décile une augmentation remarquable, passant de 16130 € à 20560 €, soit une augmentation de 27,5%. Ce constat s'applique également aux autres classes, notamment celles situées entre le 4e et le 5e décile, le 5e et le 6e décile, le 6e et le 7e décile, ainsi que le 7e et le 8e décile, qui ont connu des augmentations respectives de 26,5 %, 26,0% 24,8% et 23,8%. Par ailleurs, les données indiquent en outre que les facteurs de croissance des différentes classes dépassent les 1, ce qui signale une amélioration modeste des niveaux de vie au cours de la période étudiée, comme le montrent les chiffres suivants : le niveau de vie de la classe se situant entre 3e et 4e décile a été multiplié par 1.272 fois entre 1996 et 2022 tandis que pour les autres classes, il a été multiplié respectivement par 1.266, 1.260, 1.249 et 1.237. Effectivement, cela semble indiquer que les classes moyennes ont bien tiré parti des opportunités économiques au cours de la période étudiée.

## Partage de la valeur: des disparités croissantes entre les catégories socio-économiques en France

Graphique 5: Dynamique des Écarts Relatifs au Sein des Classes Moyennes Françaises (1996-2022)

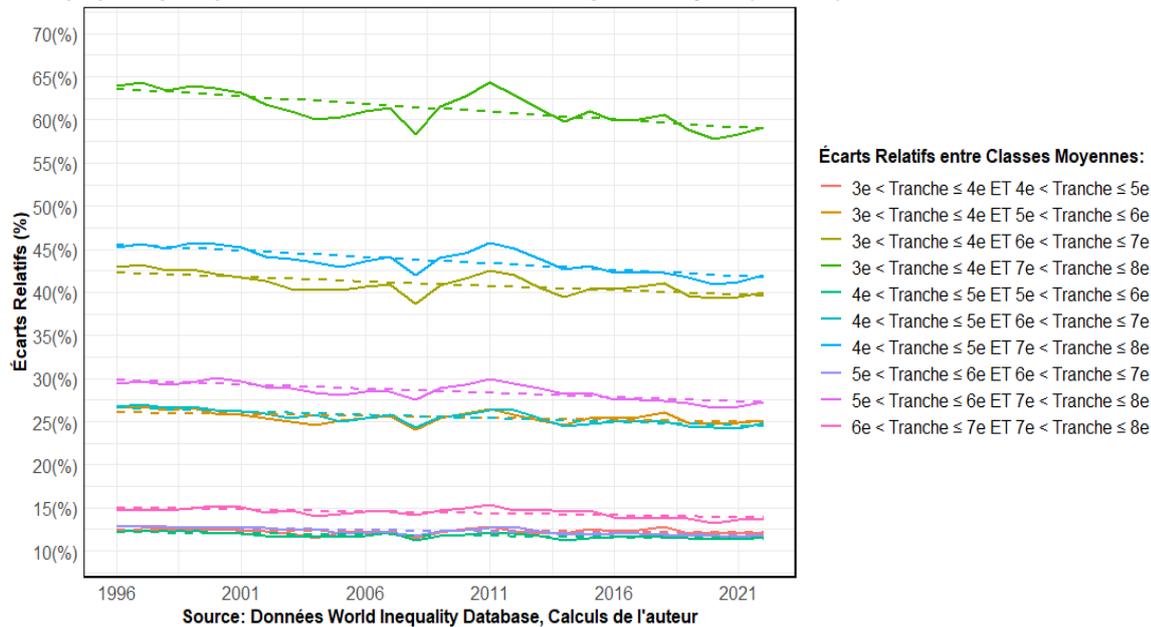


Tableau 5: Écarts relatifs des niveaux de vie des classes moyennes en France (1996-2022)

|             | 1 vs 2 | 1 vs 3 | 1 vs 4 | 1 vs 5 | 2 vs 3 | 2 vs 4 | 2 vs 5 | 3 vs 4 | 3 vs 5 | 4 vs 5 |
|-------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| <b>1996</b> | 1.128  | 1.267  | 1.432  | 1.640  | 1.122  | 1.268  | 1.450  | 1.127  | 1.295  | 1.146  |
| <b>2022</b> | 1.120  | 1.250  | 1.400  | 1.590  | 1.115  | 1.249  | 1.420  | 1.119  | 1.271  | 1.137  |
| <b>FC*</b>  | 0.992  | 0.986  | 0.976  | 0.970  | 0.994  | 0.985  | 0.983  | 0.991  | 0.982  | 0.991  |
| <b>PA**</b> | -0.8%  | -1.4%  | -2.4%  | -3.0%  | -0.6%  | -1.5%  | -1.7%  | -0.9%  | -1.8%  | -0.9%  |

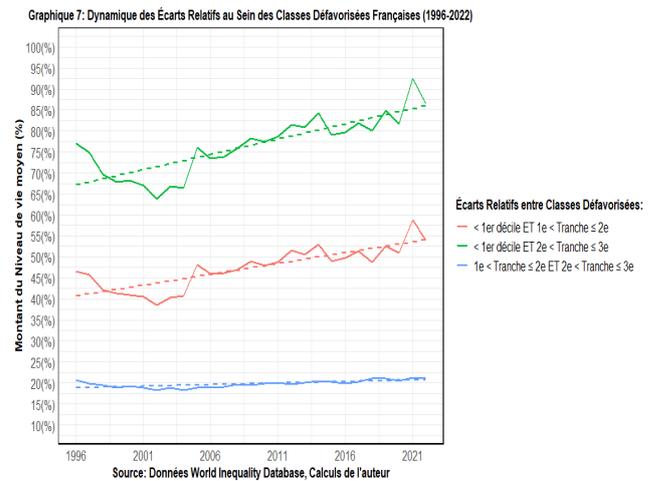
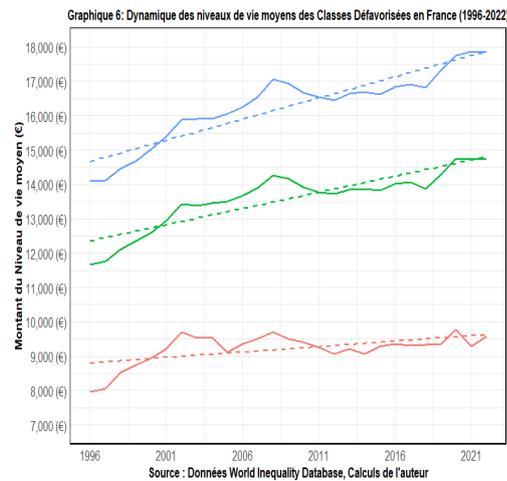
Source: Données World Inequality Database et Insee, Calculs de l'auteur

Notes: (\*) et (\*\*) Indiquent respectivement le facteur de croissance et le pourcentage d'augmentation.

Alors que l'évolution des niveaux de vie moyens pour les différentes classes moyennes a suivi une tendance haussière entre 1996 et 2022, l'analyse des écarts relatifs entre ces classes a emprunté une direction légèrement stable révélant ainsi des constats importants concernant les inégalités de revenus. Pour mieux comprendre cette évolution, examinons les deux résultats ci-dessus (graphique 5 et tableau 5) qui mettent en exergue les variations des écarts relatifs intra-classe moyenne. En effet, il en ressort une tendance globale stable avec quelques disparités dans les variations. Cette tendance s'explique principalement par des facteurs de croissance qui se situent tous autour de 1 pour tous les écarts relatifs intra-classe moyenne. Comme exemple, l'écart entre la classe se situant entre 3e et 4e et celle entre 4e et 5e a été multiplié par 0.992, soit une *augmentation négative de -0.8%*. Cela montre en effet une certaine stabilité des niveaux de vie entre ces deux classes de population moyenne. Un constat similaire se dégage également pour les autres écarts relatifs, confirmant ainsi cette tendance stable.

Au regard de ces constats, nous pouvons souligner la présence d'une certaine amélioration des niveaux de vie des différentes classes moyennes ainsi qu'une stabilité des disparités relatives au sein des classes moyennes.

#### 4. Une croissance des revenus limitée



**Tableau 6:** Évolution des niveaux de vie et des écarts relatifs intra-classe défavorisée en France (1996-2022)

|               | Inf au 1e D(1)* | Entre 1e et 2e D (2)** | Entre 2e et 3e D (3)*** | 1 vs 2' | 1 vs 3'' | 2 vs 3''' |
|---------------|-----------------|------------------------|-------------------------|---------|----------|-----------|
| <b>1996</b>   | 7960 €          | 11670 €                | 14090 €                 | 1.465   | 1.770    | 1.205     |
| <b>2022</b>   | 9570 €          | 14740 €                | 17850 €                 | 1.540   | 1.864    | 1.209     |
| <b>FC''''</b> | 1.202           | 1.263                  | 1.267                   | 1.051   | 1.053    | 1.003     |
| <b>PA''''</b> | 20.2%           | 26.3%                  | 26.7%                   | 5.1%    | 5.3%     | 0.3%      |

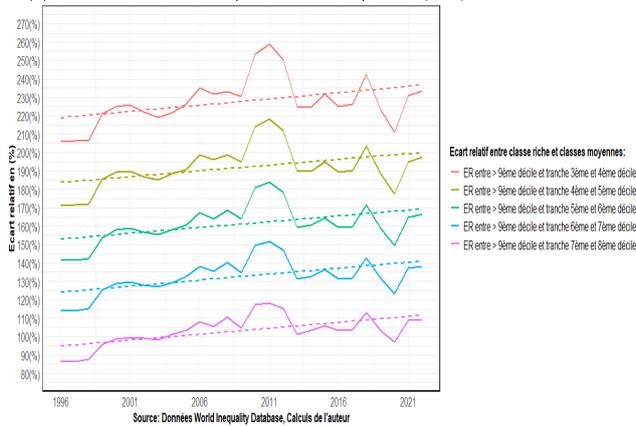
Source: Données World Inequality Database et Insee, Calculs de l'auteur

Notes: (\*), (\*\*) et (\*\*\*) Indiquent respectivement la classe située en dessous du 1er décile, la classe entre le 1er et le 2e décile, et la classe entre le 2e et le 3e décile. (') , (") et (''') indiquent respectivement l'écart relatif entre la classe inférieure au 1er décile et celle entre le 1er et le 2e décile, l'écart relatif entre la classe inférieure au 1er décile et celle entre le 2e et le 3e décile, ainsi que l'écart relatif entre les classes entre le 1er et le 2e décile et entre le 2e et le 3e décile. (''') et (''''') indiquent respectivement le facteur de croissance et le pourcentage d'augmentation.

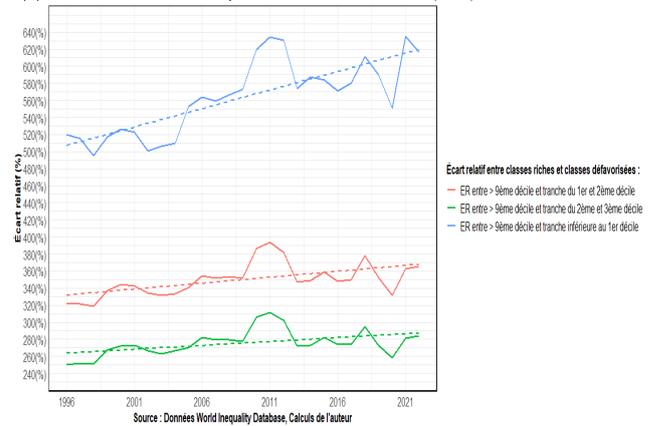
L'évolution des niveaux de vie des classes défavorisées en France entre 1996 et 2022 révèle des dynamiques alarmantes. Tandis que les classes riches ainsi que les classes moyennes ont vu toutes des augmentations significatives, les plus démunis semblent rester à la traîne mettant en lumière la persistance des disparités dans les revenus. De fait, d'après les deux outputs ci-dessus, il s'avère que la classe inférieure au premier décile a vu, certes, son niveau de vie augmenter au cours de la période étudiée mais de manière moins proportionnelle aux autres catégories. Effectivement, cette dernière a connu une *augmentation de juste 20.2%* comparativement aux autres qui ont dégagé des *augmentations de 26.3%* et *26.7%* respectivement. En revanche, les écarts relatifs intra-classe inférieure révèlent des dynamiques différentes entre les différentes classes. En effet, entre la classe se situant entre 1e et 2e décile et celle entre 2e et 3e décile, l'écart s'est montré à peine stable au cours de la période étudiée justifiant ainsi sa constance. Cependant, un écart grandissant s'est manifesté de ces deux dernières avec la classe inférieure au premier décile soulignant ainsi un phénomène où les classes les plus défavorisées sont de plus en plus distancées de celles qui sont légèrement mieux loties. Ce constat est confirmé par les deux *augmentations respectives de 5.1% et 5.3%* stipulant la vulnérabilité des classes les plus défavorisées aux fluctuations des niveaux de vie, notamment celles qui se sont produites durant la crise financière de 2008 et la crise de la Covid entre 2019 et 2021.

## 5. Inégalités en Hausse : un fossé qui s'agrandit entre Classes Riches, Moyennes et Défavorisées

Graphique 8: Évolution des écarts relatifs des niveaux de vie moyens entre classe riche et classes moyennes en France (1996-2022)



Graphique 9: Évolution des écarts relatifs des niveaux de vie moyens entre classes riches et classes défavorisées en France (1996-2022)



Bien que les classes moyennes aient vu un creusement de l'écart relatif de leur niveau de vie par rapport à la classe riche entre 1996 et 2022, leur situation demeure moins inquiétante que celle de la classe la plus démunie, en l'occurrence la classe inférieure au 1er décile. Visuellement, l'écart relatif entre cette dernière et celle supérieure au 9ème décile a traversé des niveaux critiques, passant de 519.6% en 1996 à 616.41% en 2022, soit une *augmentation de 18.6%*, ce qui est particulièrement alarmant. Ce constat souligne que c'est ce segment de la population qui a subi les conséquences les plus sévères des inégalités de revenu. En somme, tandis que les classes riches prospèrent et que les classes moyennes s'améliorent, les plus défavorisées se retrouvent de plus en plus éloignées aggravant davantage les inégalités de revenu.

## 6. Épargne, inégalité et vieillissement: quel impact sur la croissance ?

### 6.1 Considérations théoriques

Les effets du vieillissement démographique sur la croissance se manifestent à travers quatre mécanismes. Tout d'abord, *la réduction de la population active*, qui entraîne une augmentation du ratio de dépendance, a un effet négatif sur la disponibilité de la main-d'œuvre, ce qui ralentit la croissance économique. Cependant, cette théorie ne s'applique pas pleinement au cas de la France, où la population active a continué de croître ces dernières années. Ensuite, *la modification des schémas de consommation et d'épargne*; en effet les dépenses se réorientent des biens vers les services de santé et les seniors, ce qui entraîne une baisse de la productivité globale. Étant donné que les services ont une productivité inférieure à celle des biens, cela aura sans aucun doute un impact négatif sur la croissance économique. De plus, une part importante du taux d'épargne des seniors reste thésaurisée ou dirigée vers des actifs liquides, et non vers l'investissement productif, ce qui intensifie davantage l'impact. Par ailleurs, le phénomène en question exerce également *une pression sur les systèmes sociaux et les finances publiques*, notamment en augmentant les dépenses consacrées aux retraites et aux soins de santé. Enfin, nous devons aussi considérer son impact sur *le rythme d'adoption des nouvelles technologies*; une population vieillissante rencontre des difficultés à s'adapter aux évolutions technologiques, mais un investissement renforcé dans l'éducation des jeunes générations pourrait partiellement compenser ce ralentissement (*Rapport Commissariat général à la stratégie et à la prospective, 2023*).

Parallèlement au vieillissement, les inégalités croissantes de revenus constituent un autre frein à la croissance économique, aggravant les déséquilibres déjà présents. En effet, plusieurs mécanismes théoriques attestent des effets négatifs que les inégalités de revenus peuvent engendrer sur la croissance économique. Il s'agit principalement de *la théorie de la politique budgétaire endogène* qui stipule que l'accroissement des inégalités devient inacceptable pour les électeurs qui insistent pour obtenir un alourdissement de la fiscalité et des réglementations ou qui cessent d'avoir confiance dans les entreprises et dans les politiques favorables à ces dernières, ce qui, dans tous les cas, peut éroder les incitations à investir (*Bertola, 1993 ; Alesina et Rodrik, 1994 ; Person et Tabellini, 1994 ; Perotti, 1996*). De surcroit, dans les cas extrêmes, les inégalités

## Partage de la valeur: des disparités croissantes entre les catégories socio-économiques en France

peuvent être aussi source d'instabilité politique et de troubles sociaux, ce qui entrave par conséquent la croissance économique (Alesina et Perotti, 1996 ; Keefer et Knack, 2000). Ensuite, une deuxième théorie dite d'*accumulation du capital humain*, selon laquelle les inégalités peuvent limiter l'accès à l'éducation et aux investissements productifs pour les ménages les plus pauvres (Galor et Zeira, 1993), précise que le sous-investissement dans l'éducation, même si les rendements sont élevés, peut freiner la productivité globale et la croissance économique. Enfin, la théorie du *manque de demande intérieure pour les technologies de pointe* montre que les segments les plus défavorisés de la société, disposant de ressources limitées, peuvent ne pas générer une demande suffisante pour les produits et technologies innovants, ce qui entrave l'adoption des technologies avancées et ralentit ainsi la croissance économique (Murphy et al., 1989) (*Rapport impact des inégalités de revenu sur la croissance économique, OCDE, 2015*).

### 6.2 Examen des données essentielles

En France, la concentration croissante des revenus dans le haut de la pyramide sociale ainsi que le vieillissement démographique constituent un réel frein à la croissance économique à long terme depuis les années 1980. Avec une part des personnes ayant 65 ans ou plus et qui n'a pas cessé d'augmenter depuis 1980 (Statista, 2024), un déséquilibre croissant s'est imposé entre actifs et inactifs ce qui a exercé une pression importante sur les systèmes de retraites et par conséquent réduit la capacité de consommation d'une frange importante de la société. En parallèle, d'après un rapport de l'Observatoire des inégalités, après avoir atteint un creux historique en 1998, avec une valeur de 0,272, l'*indice de Gini* augmente significativement jusqu'en 2011, où il atteint 0,298, avant de se stabiliser à 0,294 en 2022; tandis que l'*indice de Palma*, qui mesure les inégalités entre les groupes les plus riches et ceux les plus pauvres, montre qu'en 1999 les 10% les plus riches percevaient une part des revenus égale à celle des 40% les plus pauvres, avec un ratio de 1. Ce ratio atteint un sommet de 1,11 en 2011, connaît une légère baisse par la suite, puis remonte à 1,09 en 2022, s'inscrivant parmi les niveaux les plus élevés depuis les années 2000. Ces deux indicateurs mettent en exergue une montée des inégalités dans la répartition des revenus (*Rapport observatoire des inégalités: Les inégalités de revenus remontent, 2024*).

L'épargne, bien qu'elle est perçue comme un facteur déterminant de la croissance économique, elle est aussi considérée comme une source profonde des inégalités socioéconomiques entre les différentes catégories d'une population poussant ainsi certains à épargner et d'autres à désépargner. En 2022, l'Insee a publié des chiffres significatifs montrant l'impact de ce phénomène sur les inégalités socio-économiques en France. Parallèlement, elle a mis en évidence plusieurs facteurs déterminants de l'aggravation de ces inégalités.

De nombreux facteurs sont responsables du phénomène des inégalités en France. Il s'agit principalement du niveau de vie, du diplôme obtenu et de l'âge. Selon l'Insee, les 20% les plus pauvres, représentés par le quintile C1, puisent dans leur épargne passée afin de maintenir leur consommation avec un taux d'épargne nette de -21% tandis que les 20% plus aisés (C4), avec un taux d'épargne de 27%, arrivent à se constituer une réserve financière. Ce phénomène de désépargne concentré chez les moins favorisés et cette accumulation de capital par les plus favorisés alimentent le creusement des inégalités à long terme.

En revanche, l'influence du diplôme et de la catégorie socioprofessionnelle n'est pas négligeable et joue également un rôle déterminant dans le creusement des inégalités. En effet, les cadres ainsi que les chefs d'entreprise épargnent en moyenne +22% de leur revenu traduisant des revenus plus élevés et des stratégies de constitution de patrimoine (placements financiers, immobilier, etc.) alors que les non diplômés ne réussissent à épargner que plus au moins 1% soulignant ainsi la difficulté pour ces catégories de se constituer un capital. D'un autre côté, l'épargne des professions intermédiaires reste autour des 12%, ce qui est bien en dessous de celle des cadres. D'après ces chiffres, nous pouvons avancer que les plus riches ainsi que les cadres arrivent à renforcer leur patrimoine comparativement aux autres catégories qui restent dans une certaine vulnérabilité financière. Ce constat élucide que l'épargne devient un amplificateur des inégalités, au lieu d'être un facteur déterminant de croissance et de prospérité.

Enfin, un autre facteur ayant joué un rôle considérable dans le creusement des inégalités en France est l'âge. Les jeunes adultes (18-29 ans) ont pu épargner environ 4% en 2022, probablement en raison d'un début de carrière et de revenus modestes, contrairement à la catégorie des 50-64 ans, qui a enregistré le taux d'épargne nette le plus élevé, atteignant les 15%. Cela souligne que cette catégorie était principalement

## **Partage de la valeur: des disparités croissantes entre les catégories socio-économiques en France**

motivée par la préparation de sa retraite. Une dernière catégorie, occupant une position intermédiaire, a atteint un taux d'épargne de 8% : il s'agit des personnes de 65 ans et plus. Si, il y a 20 ans, l'épargne des retraités diminuait en raison de la baisse de leurs revenus pendant la retraite, la situation a évolué. Aujourd'hui, malgré cette baisse de revenus, l'épargne des seniors s'inscrit dans une tendance haussière, marquée par un retour à un taux d'épargne plus élevé ces dernières années. Ces constats suggèrent que l'évolution de l'âge et, par conséquent, le vieillissement de la population sont des facteurs clés du niveau de consommation et de l'épargne au sein d'une économie. En effet, en ralentissant la croissance économique, cette dynamique accentue les inégalités intergénérationnelles.

Ces résultats mettent en exergue les inégalités structurelles en 2022 en France dans la capacité d'épargne des ménages et leur impact à la fois sur la constitution d'une réserve financière et la reproduction des inégalités socioéconomiques.

### **6.3 Niveau de vie, épargne et inégalités: quelle chaîne causale ralentit la croissance ?**

Les chiffres de l'Insee montrent à quel point le niveau de vie ainsi que la catégorie socioprofessionnelle, via le taux d'épargne, creusent les inégalités. En effet, contrairement aux autres catégories qui se sont embourbées dans une impasse de désépargne, les 20% les plus aisés, ainsi que les cadres et chefs d'entreprise, affichent des taux d'épargne nette respectifs de 27% et de plus de 22%, amplifiant ainsi davantage les inégalités, ce qui influence ensuite le ralentissement de la croissance. Cet effet se manifeste à travers plusieurs canaux. Tout d'abord, il y a un impact sur la consommation, qui s'explique par le fait qu'une concentration des revenus vers le haut, étant donné la forte propension marginale à consommer des ménages défavorisés, réduit la consommation globale et donc la demande agrégée, ce qui freine la croissance économique. Par ailleurs, on observe fréquemment que l'épargne des plus riches est canalisée vers des actifs financiers<sup>5</sup> plutôt que vers l'investissement productif, limitant ainsi son effet positif sur la croissance. À cela s'ajoute une troisième chaîne de causalité : l'effet sur la mobilité sociale et le capital humain. En effet, une hausse des inégalités réduit l'accès des classes défavorisées à l'éducation et aux emplois bien rémunérés, freinant ainsi l'accumulation du capital humain et pesant, par conséquent, sur la croissance économique à long terme.

### **6.4 Âge, vieillissement et taux d'épargne : quelle chaîne causale ralentit la croissance ?**

Dans la continuité, avec des taux d'épargne de 15% et 8% pour les catégories des 50-64 ans et des 65 ans et plus, ces proportions importantes de seniors transforment le cycle de l'épargne et, en conséquence, influencent les dynamiques économiques. Cette influence pourrait se manifester à travers deux canaux. Tout d'abord, l'épargne des seniors, à l'instar de celle des plus riches, est majoritairement investie dans des actifs financiers ou immobiliers, peu créateurs d'emplois et d'innovation, ce qui la détourne des investissements productifs. Dans un second temps, cette épargne accumulée n'est pas bénéfique aux jeunes générations, qui pourraient investir et entreprendre ; autrement dit, elle n'est pas réinjectée dans des secteurs capables de soutenir une croissance économique robuste et inclusive.

---

<sup>5</sup>L'investissement non productif désigne le cas où l'épargne est orientée vers des actifs financiers n'ayant pas d'impact direct sur l'économie, autrement dit, ne contribuant pas à la formation de capital productif. Nous distinguons généralement trois grands types d'investissement financier non productif: l'investissement spéculatif sur les marchés financiers, l'investissement immobilier spéculatif et le rachat d'actions par les entreprises.

## 8. Conclusion

L'objet de cette note a été de répondre à certaines questions cruciales pour comprendre les disparités existant entre les catégories socio-économiques en France. Plusieurs questions sont importantes dans ce contexte. Il s'agit de savoir en toute évidence qui tire les inégalités de revenu vers le haut, quelle classe de la population est la plus affectée par ces inégalités, s'il existe un rattrapage entre certaines classes ou intra-classes, par quels canaux le taux d'épargne influence-t-il les disparités socio-économiques de manière à accentuer les inégalités et comment la répartition du taux d'épargne, influencée par le vieillissement, contribue-t-elle au ralentissement de la croissance.

Les analyses dynamiques menées dans ce cadre ont montré que les inégalités sont exacerbées par des percentiles encore plus extrêmes, en l'occurrence les top 0,002% et 0,01%. Ce constat illustre bien la concentration des revenus au sein de cette élite de la population. Ensuite, un constat principal confirme la présence d'une certaine amélioration des niveaux de vie des différentes classes moyennes ainsi que d'une stabilité des disparités relatives au sein de celles-ci. Cependant, de l'autre côté, l'évolution des niveaux de vie des classes défavorisées a révélé des dynamiques alarmantes. En effet, l'analyse des écarts relatifs des sous-catégories de la classe défavorisée souligne que la classe inférieure au premier décile est le segment de la population qui a subi le plus les conséquences sévères des inégalités de revenu.

Quant à la dernière question, des éléments de réponse se basent sur des chiffres avancés par l'Insee en 2022. Ces derniers stipulent que les disparités d'épargne, généralement influencées par certains facteurs structurels tels que le niveau de vie, le diplôme et l'âge, contribuent au creusement des inégalités en France. Le focus est principalement sur le phénomène de désépargne, concentré chez les moins favorisés, et sur l'accumulation de capital par les plus riches, ce qui est en accord avec nos résultats précédents. Ces deux phénomènes alimentent de manière excessive les inégalités à long terme. En ce qui concerne le diplôme et la catégorie socioprofessionnelle, il est important de noter que les cadres ainsi que les chefs d'entreprises semblent capables de renforcer leur patrimoine par rapport aux autres catégories de la population demeurant dans une certaine vulnérabilité financière.

Un dernier élément à considérer est l'âge. En effet, l'épargne des jeunes adultes n'a atteint que 4%, en raison de leurs débuts de carrière et de revenus modestes, tandis que les personnes âgées de 50 à 64 ans représentent la catégorie ayant enregistré le taux d'épargne nette le plus élevé, avec 15%, en grande partie motivé par la préparation à la retraite. En revanche, les individus de 65 ans et plus ont enregistré un taux d'épargne de 8%, bien inférieur à celui de la catégorie précédente. Cela témoigne d'un certain ralentissement de l'épargne, principalement dû à la baisse des revenus durant la retraite. Cependant, cette catégorie affiche désormais une tendance haussière, marquée par une inversion de la dynamique observée il y a 20 ans, où l'épargne des retraités diminuait. Ces dernières années, l'épargne des seniors a repris une trajectoire ascendante.

Ces constats suggèrent que l'évolution de l'âge et, par conséquent, le vieillissement de la population sont des facteurs clés du niveau de consommation et de l'épargne au sein d'une économie. En effet, en ralentissant la croissance économique, cette dynamique accentue les inégalités intergénérationnelles.

## 9. Bibliographie

[1] *Bertrand Garbinti and Jonathan Goupille-Lebret: Income and Wealth Inequality in France: Developments and Links over the Long Term, Economics and Statistics* (2019): N° 510-511-512.

[2] *OCDE: Impact des inégalités de revenu sur la croissance économique, dans In It Together: Why Less Inequality Benefits All, Éditions OCDE, Paris* (2015)

[3] *Note d'analyse de France Stratégie, Par Julien Eousselon et Mathilde Viennot: Inégalités primaires, redistribution: comment la France se situe en Europe, Sciences humaines et sociales, CAIRN.INFO* (2020): 7 n° 97.

[4] *Camille Landais: Les hauts revenus en France(1998-2006): Une explosion des inégalités ?, Paris school of economics* (2007).

[5] *Jean Bégué et Catherine Girardeau Remarques sur une étude de l'OCDE concernant la répartition des revenus dans divers pays, Economie et Statistique, persée* (2007): 84 pp. 97-104.

[6] *Thomas Piketty: Les hauts revenus français au XXe siècle: Inégalités et redistribution 1901-1998,* (2005).